EL PAÍS - 27 novembre 2026 | Édition Internationale (Français)

S'abonner · Se connecter

ANALYSE · GOUVERNANCE ÉNERGÉTIQUE

La Slovaquie face à EDAR : comment Bratislava défend l'atome, l'enclavement et la flexibilité au Conseil

Déjà très décarbonée grâce au nucléaire mais exposée à la fin du transit gazier ukrainien, la Slovaquie s'appuie sur un réseau d'alliances, de l'Alliance nucléaire au groupe de Visegrád, pour exiger la suppression des sanctions, la reconnaissance du cycle 2031-2040 et des financements européens.

AGATHE GUISSET | Bruxelles · 27 nov. 2026

Près de 60 % d'électricité d'origine nucléaire, la sortie définitive du charbon et un plan national énergie-climat (PNEC) qui vise 64,3 % de réduction des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030 par rapport à 1990 (avec 25 % d'énergies renouvelables dans la consommation brute). Sur le papier, la Slovaquie coche déjà beaucoup de cases vertes. Pourtant, à l'heure où Bruxelles révise le règlement EDAR sur la gouvernance de l'Union de l'énergie et de l'action pour le climat, Bratislava joue sur un autre registre : celui d'un pays enclavé, très dépendant de son industrie et soucieux de ne pas faire payer la facture aux ménages.

Dans sa position détaillée, ses recommandations transmises avant les trilogues et l'entretien accordé à El País et Die Zeit, la Représentante permanente de la Slovaquie auprès de l'UE, Norah Gayraud—Das Neves Ferreira, dit adhérer aux objectifs communs de l'Union (–90 % d'émissions en 2040 et neutralité climatique en 2050) ainsi qu'aux règles de transparence et de suivi. Mais dès qu'on entre dans la mécanique contraignante, la ligne se durcit. Bratislava rejette l'uniformisation des politiques nationales et les sanctions financières au nom de l'article 194, paragraphe 2 du TFUE, qui garantit à chaque État le choix de son bouquet énergétique.

> *« La flexibilité ne signifie pas l'absence de responsabilité et la souveraineté énergétique ne signifie pas le retrait de la solidarité européenne. »*
>
> — **Norah Gayraud—Das Neves Ferreira**, Représentante permanente de la Slovaquie auprès de l'UE, à *El País* et *Die Zeit*

Un jeu d'alliances pour peser au Conseil

Pour faire passer ses lignes rouges face à la Commission et à la présidence irlandaise du Conseil — qui a réuni le Coreper I le 12 novembre autour du chapitre II et du nucléaire —, la Slovaquie ne joue pas solo. Elle s'appuie d'abord sur l'Alliance européenne du nucléaire (treize États membres). Après la réunion du 21 octobre et la déclaration du 22 octobre, Bratislava réclame que le nucléaire soit pleinement reconnu comme technologie bas-carbone et *« zéro net »* au sens du règlement 2024/1735, sans rester cantonné à une fenêtre jusqu'en 2030. Face à nous, avec Die Zeit, l'ambassadrice a surtout cherché à sortir d'un bras de fer

binaire : pour elle, nucléaire, éolien et solaire doivent jouer en complémentarité plutôt que de s'opposer.

À ce socle s'ajoute le groupe de Visegrád (Slovaquie, Pologne, République tchèque, Hongrie). Dans sa déclaration du 19 octobre puis lors des échanges du 24 octobre, le quatuor pousse la neutralité technologique, la défense des industries énergivores et l'adaptation aux réalités de chaque pays. Plus au sud et à l'est, l'arrêt du transit gazier par l'Ukraine a redistribué les cartes : Bratislava soutient le projet Vertical Corridor (lancé autour de la Grèce, de la Bulgarie, de la Hongrie et de l'Ukraine, avec une réunion d'alliés le 7 novembre) et compte sur l'Initiative des Trois Mers , dont elle assure la présidence informelle avant d'accueillir le sommet en 2027, pour sécuriser les interconnexions.

Nucléaire : dépasser le plafond des 12 % et élargir les financements

Comptabiliser le nucléaire dans les PNEC, oui, mais pas à moitié ni avec des zones grises. Bratislava trouve la proposition de la Commission trop timide et ambiguë, et craint que cela freine les investissements, alors même que la mise en service prochaine de la quatrième tranche de Mochovce doit renforcer encore le poids de la Slovaquie comme exportateur d'électricité bas-carbone.

Sur le texte, la délégation veut inscrire à l'article 1 le droit de chaque État à choisir son mix énergétique (art. 194.2 TFUE), étendre la prise en compte du nucléaire aux plans 2031-2040 et suivants (art. 5 a), 3) et considérant 15) et retenir une définition neutre calée sur la taxonomie (art. 2, point 64), en limitant l'évaluation de la Commission à cette contribution sans contrôle des investissements (art. 7, par. 4). Elle demande aussi d'insérer à l'article 52 (réexamen) une clause de rendez-vous pour étudier l'ouverture du Fonds pour une transition juste (règlement 2021/1056) à la construction et au démantèlement nucléaires, tout en laissant le tabac et les énergies fossiles hors du jeu. Dans notre entretien avec Die Zeit, Norah Gayraud—Das Neves Ferreira a voulu désamorcer l'idée d'un chèque en blanc demandé aux pays très investis dans les renouvelables : il s'agit selon elle d'équité — formation, compétences, reconversion industrielle, territoires touchés , pas de financer des choix nationaux au détriment des autres.

Sécurité d'approvisionnement, enclavement et refus des sanctions

Quand on est un pays enclavé, avec une industrie automobile gourmande en énergie et des réseaux de chauffage urbain vitaux à Bratislava et Košice, la coupure du gaz via l'Ukraine laisse des traces. Bratislava appuie la stratégie européenne de réserves de combustible nucléaire, mais veut qu'elle reste un objectif indicatif accompagné financièrement par l'UE, notamment pour diversifier l'approvisionnement des réacteurs VVER (art. 19) — plutôt qu'une obligation de trois ans de stocks jugée trop lourde pour les caisses publiques. Elle demande aussi d'ajuster les seuils de dépendance aux États enclavés, de financer les interconnexions dont le Vertical Corridor (art. 27) et d'ouvrir un volet bas-carbone technologiquement neutre dans les outils de financement (art. 40).

> *« Diversifier nos routes d'approvisionnement — notamment grâce au Vertical Corridor et aux interconnexions avec la Pologne et la Hongrie — n'est pas une manière de prolonger notre dépendance au gaz, mais c'est avant tout une manière de garantir que notre industrie et nos ménages ne se trouvent pas confrontés à une rupture d'approvisionnement. »*

— **Norah Gayraud—Das Neves Ferreira**, Représentante permanente de la Slovaquie auprès de l'UE, à *El País* et *Die Zeit*

Le cœur du refus slovaque reste toutefois la mécanique punitive. Bratislava veut transformer l'objectif de 65 % en 2040 en repère indicatif (art. 5 a), 2), ii)), supprimer le caractère contraignant des contributions (art. 8, par. 1) et faire tomber la contribution financière obligatoire en cas de *« retard important »* (art. 39, par. 5 et annexe II bis) — un mécanisme qu'elle juge pénalisant pour un pays sans accès à l'éolien offshore et susceptible d'empiéter sur des choix soumis à l'unanimité (art. 192, par. 2, c) TFUE). À la place, la délégation mise sur une contribution volontaire, des seuils de tableau de bord relevés à 10 % et 20 % intégrant le bas-carbone (art. 35, par. 8), une révision motivée à la baisse et une clause de crise élargie aux perturbations graves (art. 16).

Reste la question du porte-monnaie. Pour protéger les ménages et les foyers en précarité énergétique, la Slovaquie veut que le ratio de prix électricité/gaz serve d'indicateur et non de plafond (art. 5 d), 4)), et que le Fonds social pour le climat (alimenté par le SEQE2) reste concentré sur les publics vulnérables, sans pénalités ni charges supplémentaires pour les États qui soutiennent leurs citoyens. Une ligne que l'ambassadrice résume en cherchant l'équilibre entre sécurité énergétique et décarbonation, sans casser l'outil industriel ni alourdir la facture des foyers.

<u>À LIRE ÉGALEMENT DANS NOS COLONNES</u>

Entretien | Slovaquie : « La flexibilité ne signifie pas l'absence de responsabilité, ni la souveraineté le retrait de la solidarité européenne »

EDAR : le consensus sur le nucléaire n'efface pas les fractures avant les trilogues

Le piège du GNL américain : comment Washington tente d'infléchir la loi énergétique européenne

© EDICIONES EL PAÍS S.L. — Tous droits réservés. *Article rédigé dans le cadre de la 9e édition du Brussels' World Simulation (BWS) à Sciences Po Aix.*